

Souveraineté monétaire en mains privées

Ida Magli

Nous avons recommencé à trembler pour les banques. Nous avons recommencé à trembler pour les Etats également, en ce qu' ils risquent la faillite à travers les dettes des banques. La voix de Mario Draghi s'est élevée dans cette situation, avec son memento aux gouvernants: attention à la dette publique et à la dette privée; vous devez à tout prix les faire diminuer.

Juste. Mais l'unique façon efficace de les contenir est de s'en réapproprier. N'est-il pas arrivé le moment, après tout ce que nous avons dû souffrir à cause des incroyables malversations des banquiers, de nous soustraire à leur pouvoir macroscopique? Il faut avant tout informer correctement les citoyens sur ce que la plupart d'entre eux ne savent pas, à savoir que les Etats ne possèdent pas l'argent en circulation du fait qu' ils ont délégué un petit nombre de privés, des actionistes des banques centrales, à le créer.

Une telle chose apparaît grotesque, une plaisanterie surréelle et drôle; mais c'est la réalité. Il y a eu un moment où quelques richissimes banquiers ont convaincu les Etats à leur céder le droit de fabriquer la monnaie pour la leur prêter, avec de coquets intérêts. La dette publique s'est formée ainsi: il s'agit de l'argent que chaque citoyen doit à la banque centrale de son pays pour toute monnaie qu'il emploie. La Banque d'Italie n'est guère la «Banque d'Italie», c'est-à-dire la banque des Italiens, mais c'est une banque privée, tout comme les autres Banques Centrales, y compris la BCE, qui appartiennent en fait à de grands instituts de crédit, même si l'on dupe les peuples en s'ornant du nom de l'Etat pour lequel ceux-ci fabriquent l'argent.

La première a été la Federal Reserve (qui n'a rien de fédéral malgré le nom), banque centrale américaine, dont les actionistes appartiennent à quelques banques parmi les plus connues au monde, telles que la Rothschild Bank de Londres, la Warburg Bank de Berlin, la Goldman Sachs de New York et peu d'autres encore. Celles-ci sont aussi actionistes de nombreuses Banques Centrales des Etats européens qui, à leur tour, sont propriétaires de la Banque Centrale Européenne. Bref, le patrimoine financier du monde se trouve dans les mains d'un cercle restreint de privés auxquels un pouvoir supranational a été conféré par la loi – ce qui est illégitime dans les Etats démocratiques où la Constitution affirme, comme en Italie, que la souveraineté appartient au peuple.

Rien de ce qui a été dit jusqu'ici n'est secret, bien au contraire: il suffit de faire une recherche sur Internet avec les mots appropriés pour obtenir sans difficultés les informations fondamentales sur la fabrication bancaire des monnaies, sur ce qu'on appelle «seigneurage», à savoir l'intérêt que les Etats payent pour «emprunter» aux banques l'argent que nous utilisons, et sur l'absurde conséquence qui en découle: l'accumulation croissante de la dette publique de chaque Etat. La bibliographie sur ce sujet est assez riche, toutefois, ce genre d'informations ne circule pas et l'on dirait presque qu'une sorte de conspiration du silence se soit formée, sans qu'il y ait une interdiction spécifique.

Il est vrai que les décisions des banquiers ont droit au secret par statut; mais sans doute s'agit-il ici de la crainte de représailles terribles, comme celles qui ont été infligées en Amérique aux hommes politiques qui ont héroïquement tenté de rompre l'accord avec les banques et qui sont «tombés» pour la monnaie. Abraham Lincoln, John F. Kennedy, Robert Kennedy ont en fait été tués (ce lien causal est naturellement sans preuves) tout de suite après avoir signé les dispositions qui autorisaient l'Etat à produire le dollar pour son propre compte.

De nos jours, il est cependant indispensable que les peuples considèrent avec détermination et conscience la nature de la dette publique, de ses véritables causes, de façon à pousser les gouvernants à se réapproprier de la souveraineté monétaire avant que la dette ne devienne inextinguible. Le moment est arrivé. Justement parce que les banquiers nous avertissent que la dette publique est trop élevée et qu'elle doit être contenue - mais cela n'est pas possible sans augmenter encore les taxes ou sans éliminer quelques unes des plus précieuses garanties sociales. Justement parce que les banques recommencent à faillir (elles n'avaient d'ailleurs cessé de le faire) et nous portent au désastre. Justement parce qu'il est évident que ce système, ouvertement pathologique, est arrivé à ses extrêmes conséquences, le moment est arrivé d'y mettre fin.

Il ne sera pas difficile en Italie de convaincre les gouvernants, puisque on a remarqué plusieurs fois qu'ils étaient intolérants envers cette situation presque autant que nous le sommes.

Ida Magli

9 décembre 2009

(trad. *Espérance*)

Il Giornale

Bibliographie essentielle:

Agnoli, Carlo Alberto: *La Moneta, Dio o Mammona?* in: "Chiesa Viva" n. 204 e 205, Brescia, Editrice Civiltà

Auriti, Giacinto: *L'ordinamento internazionale del sistema monetario*, Chieti: Solfanelli Ed., 1985

Della Luna, Marco – Miclavez, Antonio: *Euroschiavi*, Casalecchio: Arianna Editrice, 2007

Icke, David: *E la verità vi renderà liberi*, Diegaro di Cesena: Macroedizioni, 2001

Lannutti, Elio: *La Repubblica delle Banche*, Bologna: Arianna Editrice, 2008

Mullins, Eustace: *The Secrets of Federal Reserve*, Wyoming: McLaughlin, 1993

Santoro, Giuseppe: *Banchieri e Camerieri – sovranità monetaria e sovranità politica*, Cusano Milanino: Sc. Ed. Barbarossa, 1999

Ziegler, Jean: *La privatizzazione del mondo*, Milano, Il Saggiatore, 2006